



Contrôle de faisabilité, que reste-t-il des propositions du PLR ?

Discours de Christian Levrat, président du PS Suisse et conseiller aux Etats (FR)

Seules les paroles prononcées font foi.

1. Diminution des frais administratifs

- a) Unification des normes de construction

Motion Leutenegger Oberholzer 08.3523 – Motion portant « Création d'une loi fédérale sur l'harmonisation du droit de la construction », adoptée par le national, rejetée par les Etats, y compris par les élus radicaux.

- b) Développement de la cyberadministration

D'accord. Tous les partis soutiennent ces propositions. Dans le domaine des entreprises, du chômage, de la formation, la balle est dans le camp du DEFR.

- c) Simplification des relevés dans le domaine des assurances sociales

D'accord. Mais dommage cependant que le PLR ne fasse aucune proposition concrète. Ce parti a contrôlé le département de l'intérieur durant 10 ans. Si des réformes de ce type étaient raisonnables et possibles, il avait la possibilité de les faire.

2. Simplification de la bureaucratie douanière

Encore d'accord, mais le PLR enfonce à nouveau des portes ouvertes. La CER-N a déposé des interventions parlementaires, et elles ont été adoptées sans opposition, après que le Conseil fédéral en ait également recommandé l'adoption.

3. Diminution des taxes qui pèsent sur les entreprises

Aucune proposition concrète. Le PLR suggère qu'une enquête soit réalisée.

4. Un taux unique de TVA de 6 %

Réduction des frais administratifs, défiscalisation des aliments de base et des médicaments.
Pertes pour la Confédération non chiffrées.

Le Conseil fédéral considérait en 2010 qu'un taux de 6,4% serait neutre sur le plan des recettes. Le PLR propose un taux de 6 %, ce qui engendrerait une perte de d'environ 1,4 milliards de francs.

5. Une diminution rapide de la TVA en cas de récession

Passage de la TVA à 5 %. Pertes à compenser dans le cadre d'un programme d'économie.
Pas chiffrées.

Perte de 3.5 milliards supplémentaires.

6. Maintien des accords bilatéraux avec l'UE

Réaffirmation du principe, aucune stratégie proposée.

7. Stopper les projets néfastes pour la compétitivité

a) Non à la taxe sur l'énergie (stratégie énergétique 2050)

Les coûts d'un renoncement à toute mesure dans le domaine énergétique sont gigantesques. Simplement pour mémoire : le rapport « Stern » retient que si nous n'agissons pas dans le domaine énergétique, les coûts se monteront à 20% du produit social brut global en 2100. De plus, le tournant énergétique représente un potentiel de croissance historique pour notre économie, que le PLR souhaite empêcher, pour de purs motifs idéologiques.

b) Non à la révision du droit de la SA

L'initiative Minder (révision du droit de la SA) a été votée par 70% des Suisses, il y a moins de deux ans.

c) Non au renforcement des contrôles sur l'égalité des salaires

Il est contradictoire avec la volonté du Conseil fédéral, et de Johann Schneider-Ammann en particulier, de mieux utiliser le potentiel des femmes sur le marché du travail. Aussi longtemps que les femmes très qualifiées sont victimes de discrimination salariale, elles n'auront que peu d'incitation à augmenter leur temps de travail.

- d) Non aux directives d'application Swissness

L'idée de base de Swissness : protéger la marque « suisse » pour justifier la différence de prix avec l'étranger. Ceci vaut en particulier en période de franc fort. Affaiblir « Swissness », c'est concentrer la concurrence sur le prix. Une balle dans le pied...

- e) Non au projet d'énergie verte du CF

Etrange idée du PLR : il faudrait renoncer à tous les secteurs porteurs (énergie, économie verte). Et se concentrer sur les hydrocarbures ? Il ressort en particulier de ce chapitre que le PLR s'oppose à tous les projets un tant soit peu novateur : stratégie énergétique, renforcement des contrôles contre les top-managers, égalité salariale, Swissness, énergie verte. Un extraordinaire conservatisme économique.

8. Pas de nouveaux impôts

- a) Non à l'impôt sur les successions

Le PLR ne juge pas utile de préciser en quoi le refus d'un impôt sur les successions aiderait le pays à surmonter la crise du franc. Contrairement aux projets de la droite, nous générerions avec cet impôt des recettes supplémentaires pour l'AVS et les cantons. Sans mettre en cause la compétitivité de nos entreprises.

- b) Non à l'initiative sur la famille
c) Non à l'initiative des verts libéraux

Ces initiatives n'ont absolument aucun lien avec le franc fort. Mais du point de vue des finances de la Confédération et des cantons, il s'agit de bonnes mesures dont nous partageons l'objectif avec le PLR.

9. Maintien d'un marché du travail flexible et libéral

- a) Non à l'extension des mesures d'accompagnement

Pour l'heure, tous les acteurs à l'exception de l'UDC considèrent que la principale inconnue pour la place économique vient de la mise en œuvre de l'initiative sur l'immigration de masse. Or, l'espoir de voir le peuple revenir à une approche plus ouverte de la politique migratoire est directement lié à notre capacité à protéger notre marché du travail de la pression sur les salaires (dumping salarial). Et à prendre les mesures utiles dans le domaine du logement.

- b) Réglementation « moderne » de la saisie des temps de travail

Il s'agit pour le PLR d'affaiblir la loi sur le travail.

- c) Promotion du potentiel de main d'œuvre nationale.

D'accord. Remarquons simplement que la question de l'offensive de qualification pour la main d'œuvre indigène est pendante auprès du DEFR depuis 2011. A ce jour, sans résultats concrets.

10. Réforme de l'imposition des entreprises (RIE) III

- a) Aucun contre-financement

Sans financement supplémentaire, la RIE III représente un cadeau de plusieurs milliards aux entreprises. Il contraindra le gouvernement à recourir à des programmes d'économie massifs. Ceux-ci auront un effet pro-cyclique, et accentuera la récession en Suisse.

- b) Suppression du droit de timbre sur les capitaux propres
c) *Licence box* élargi, NID, *Step up*
d) Diminution de l'impôt sur le bénéfice

Une baisse massive de l'impôt sur le bénéfice privera les cantons des moyens nécessaires à mener une politique anticyclique en matière de formation et de lutte contre le chômage.

11. Suppression progressive des droits de timbre

Le PLR ne chiffre évidemment pas cette mesure. En 2013, la Confédération a encaissé 2,1 milliards de francs au titre des droits de timbre.

12. Soutien de la promotion de la Suisse et développement des infrastructures

Aucune proposition concrète de la part du PLR.

13. Promotion de l'innovation, de la recherche et de l'éducation

- a) Déréglementer les caisses de pension pour faciliter les investissements dans les start up.

Une idée examinée à plusieurs reprises, qui se heurte aux exigences de sécurité dans les placements des caisses de pension.

- b) Maintien de « Horizon 2020 »

Tout le monde y est favorable.

- c) Mise en œuvre du parc national d'innovation

Tout le monde y est favorable.

14. Conclusion de nouveaux accords de libre échange

Aucune proposition concrète du PLR. Le Conseil fédéral met déjà aujourd'hui l'accent sur les marchés émergents.

15. Libéralisation et non un cloisonnement du marché

- a) Centralisation des heures d'ouverture des magasins.

Absolument contraire au bon sens et aux règles du fédéralisme. 23 cantons s'y opposent. Seul le Tessin y est favorable.

- b) Règles particulières pour les régions frontalières dans la loi sur le travail

Cette proposition ne fera qu'aggraver la situation des régions frontalières, et augmenterait le mécontentement populaire.

16. Etat ne doit pas croître au détriment de l'économie

- a) Gel des dépenses publiques
- b) Gel des postes à la Confédération
- c) Aucun nouvel impôt pendant 5 ans

En clair, le PLR propose une politique pro-cyclique, qui va aggraver la crise conjoncturelle.

17. Pas de distorsion de la concurrence par les entreprises publiques

- a) Entreprises doivent se limiter à leur mission publique dans le domaine du service public.
- b) Aides d'Etat qui faussent la concurrence doivent être abolies

La proposition du PLR n'est pas claire, même s'il ne s'agit que d'une figure rhétorique extraite du programme électoral du PLR.

18. Pas de réforme hors de prix de la prévoyance vieillesse

- a) Pas de hausse de la TVA pour l'AVS (?)
- b) Abaissement du taux de conversion et dépolitisation de celui-ci.

Le PLR répète simplement sa position sur la réforme 2020 des retraites.